

# Le Grand Genève n'existe pas



**Voici la contribution de la France  
aux infrastructures franco-genevoises**

L'Etat de Genève va encore vider ses caisses en 2018 pour aider la France alors que les résidents genevois devront encore faire des sacrifices pour joindre les deux bouts.

Une honte!

(voir en page 7)

**Avec le MCG, Genève d'abord !**

# Le SECO confirme l'impact de la concurrence frontalière sur le chômage

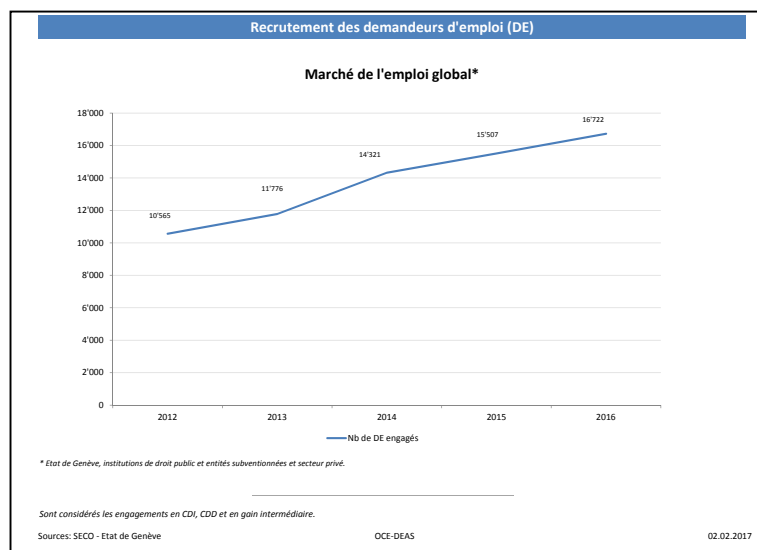
Toutes ces dernières années nous avons été abreuvés de rapports universitaires multiples et divers, commandités par les milieux économiques suisses et genevois, et dont les conclusions étaient invariablement les mêmes: la concurrence de travailleurs en provenance de l'Union européenne (UE) n'a pas d'influence sur le taux de chômage au motif que cette main d'œuvre occupe des postes que nos demandeurs d'emploi ne veulent ou ne peuvent pas occuper. Chacun y allait de son analyse savante pour nous convaincre que la libre circulation n'avait finalement que des avantages.

Convaincu du contraire, le MCG n'a cessé de demander des mesures d'accompagnement efficaces à la libre circulation, en particulier par l'instauration, dans l'administration, dans les institutions autonomes et dans les entités subventionnées, d'une obligation stricte d'annoncer les postes vacants à l'Office cantonal de l'emploi (OCE), avec obligation de recevoir les candidats proposés, et de les engager à compétences égales. Pour le secteur privé, en raison du caractère obligatoire des accords internationaux, le MCG a insisté sur la nécessaire responsabilité sociale de nos entreprises, avec une sensibilisation qui commence à porter ses fruits. **Ainsi, alors qu'en 2013, seuls 33 % des candidats proposés étaient engagés à l'Etat, ce taux est passé à 46% en 2014, pour arriver à 65-70% ces deux dernières années.**

Globalement, tous les secteurs confondus de l'économie genevoise (privé-pu-

blic) ont augmenté sensiblement l'engagement de demandeurs d'emploi résidents genevois, et nous pouvons nous en féliciter, même si, compte tenu du nombre croissant de permis frontaliers délivrés chaque année, le chemin est encore long pour atteindre la juste reconnaissance des compétences locales.

En d'autres termes, au plus haut niveau de la Confédération, on vient désormais confirmer ce que le MCG, seul, n'a jamais cessé de marteler durant toutes ces dernières années. Malgré la prise de conscience en trompe-l'œil à laquelle on assiste aujourd'hui, il ne faut pas être dupes. Les mesures qui seront instaurées dès 2018 pour obliger l'annonce



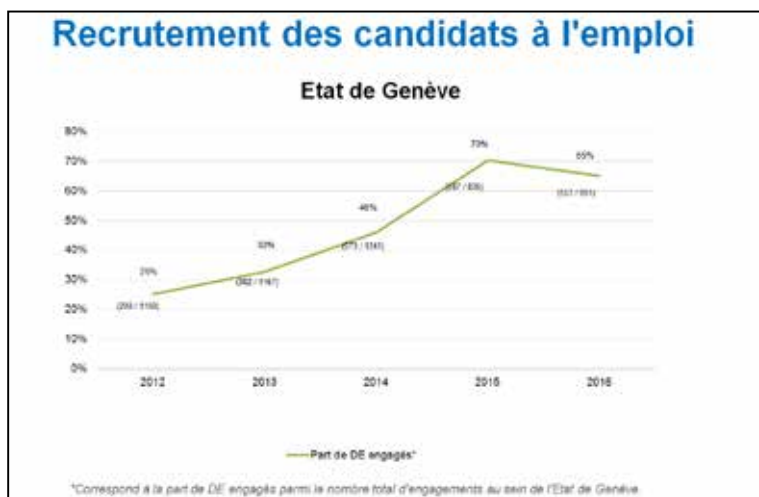
C'est dans ce contexte, que le Secrétariat d'Etat à l'économie de la Confédération (SECO), vient tordre définitivement le cou au déni persistant à vouloir reconnaître la difficulté accrue pour nos demandeurs d'emploi à retrouver un travail compte tenu de la concurrence frontalière. **Ainsi, dans son tout récent rapport sur la mesure des résultats 2016, dont le but est de noter la performance respective des Offices cantonaux de placement, le SECO retient parmi les facteurs exogènes rendant plus ardue l'activité des offices de chômage, le nombre de travailleurs frontaliers actifs sur le canton!**

Et Genève est considéré comme étant le deuxième canton le plus touché, après Bâle-Ville, mais devant le Tessin, le Jura, Bâle-Campagne et Neuchâtel.

des postes vacants dans les professions les plus touchées par le chômage ne produiront pas les effets annoncés. Les entreprises ne seront pas obligées de recevoir les candidats présentés, et encore moins d'expliquer pourquoi elles ne les engageraient pas. Beaucoup de bruit pour rien.

**Sans une pression politique forte, que seul le MCG s'est montré capable d'exercer, le soufflé retombera vite, car les partis traditionnels se sont révélés incapables de répondre à la légitime préoccupation des Genevois.**

**Mauro POGGIA**  
conseiller d'Etat MCG



# Désastre salarial provoqué par l'embauche de frontaliers

Les syndicats reconnaissent enfin que l'augmentation spectaculaire des permis frontaliers de 2002 à 2014 est responsable de l'effondrement des salaires d'embauche à Genève.

Le MCG a pris connaissance avec satisfaction de la prise de position de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), qui recouvre notamment Unia et le SIT. L'organisation faîtière des syndicats genevois reconnaît une situation inquiétante sur le marché du travail genevois.

## Les salaires d'embauche se sont effondrés

Ces syndicats ont écrit au Parlement: «En particulier, le canton frontalier de Genève a vu des salaires d'embauche s'effondrer, et ce notamment en lien avec l'augmentation spectaculaire des permis frontaliers (de 33'000 en 2002 à 87'000 en 2014), dont l'obtention s'est retrouvée facilitée avec l'ALCP (Accord sur la libre circulation des personnes). Notamment, entre 2000 et 2008, dans certaines branches, les employeurs genevois ont pu jouer sur le différentiel salarial existant des deux côtés de la frontière en baissant les salaires des frontaliers (notamment dans le commerce, la chimie, l'informatique et la construction), ou en entraînant toutes les catégories vers le bas (enseignement privé).»

## L'action se fait attendre...

Nous ne pouvons que féliciter ces syndicats de travailleurs pour leur honnêteté, contrairement aux syndicats patronaux qui persistent à nier la réalité. Ce premier pas de reconnaissance, dans la constatation



## Le pouvoir d'achat des travailleurs genevois réduit à cause de l'afflux des frontaliers

des faits, ne nous fait pas oublier que le MCG ne pourra pas compter sur ces syndicats ni sur les autres partis politiques - quels que soient les discours officiels - pour une véritable défense des résidents genevois. Malheureusement.

## Tenacité et résistance sont indispensables

Le seul moyen de stopper l'afflux des frontaliers restera la mobilisation des citoyens contre ce phénomène désastreux sur nos salaires et sur la perte d'emplois que subissent de trop nombreux habitants du canton. Cette résistance passe aussi par le soutien à notre mouvement politique.

De nombreux textes ont été déposés par le MCG dans les différents parlements où nous siégeons. Nous avons besoin de vous plus que jamais pour nous renforcer lors des prochaines élections de printemps 2018.

Nous devons tout mettre en oeuvre pour aider les résidents genevois qui sont en difficultés.

Journal «Le Citoyen», organe du MCG.  
**Responsable: Ana Roch, présidente.**  
**Rédacteurs: Roger Golay, François Baertschi.**  
 MCG, case postale 155, 1211 Genève  
 13. [www.mcge.ch](http://www.mcge.ch)

# Frontaliers: trop c'est trop !

EDITO

## Unissons-nous pour les élections en 2018!

Le MCG, par son action, est en campagne politique permanente pour défendre les résidents de notre canton.

En avril 2018, nous aurons un rendez-vous important où il est essentiel pour Genève que le MCG soit renforcé.

Nous avons besoin d'un large soutien de la population pour faire face aux menaces qui planent sur nos emplois, sur nos entreprises locales et sur l'avenir de nos enfants.

Nous devons nous battre contre les dégradations de notre pouvoir d'achat, mis à mal notamment par les assurances-maladie.

Le MCG estime que l'insécurité n'est pas un sentiment mais bel et bien une réalité. Il suffit d'aller dans certains quartiers de Genève, pour le constater objectivement.

Alors que les autres partis, spécialisés dans le blabla, baissent les bras à la première difficulté, le MCG est connu pour sa ténacité à défendre vos intérêts.

Rien n'est jamais acquis. Il faut s'engager tous ensemble avec le MCG pour assurer notre avenir.

Notre campagne continue, pour vous et nous vous donnons rendez-vous d'ores et déjà pour les élections 2018.



**Ana ROCH**  
Présidente  
du MCG

# Votation cantonale Renforçons les droits populaires

Enfin, une révision de la Constitution permettra de renforcer les droits populaires. En effet, il s'agit de faciliter la consultation du peuple sur les objets qui nous concernent tous.

Il s'agit de revenir au niveau des autres cantons suisses, sur le nombre de signatures à récolter pour des initiatives et des référendum. Le MCG, avec d'autres partis de toutes tendances, a déjà accepté largement ce projet au Grand Conseil, afin de replacer le citoyen au centre du débat politique.

Pour que notre démocratie directe, que de nombreux pays nous envient, reste toujours vivante, nous devons évoluer pour



**La force des Suisses n'est pas que musculaire. Elle tient aussi à son système démocratique**

améliorer l'acte premier qui permet d'ouvrir un débat. C'est pourquoi nous vous recommandons de voter oui au «renforcement des droits populaires».

## Préférence cantonale: où en est le MCG ?

Sur le front de la «préférence cantonale», le MCG ne ménage pas ses efforts, afin d'obtenir la priorité de l'embauche aux résidents genevois ainsi que la priorité aux entreprises cantonales pour les marchés publics. Il n'y a pratiquement pas une séance du Grand Conseil où nous n'intervenons pas sur ce sujet.

Nous sommes conscients qu'il est difficile de changer les habitudes de certains employeurs sur cette question importante.

Toutefois, nous ne sommes pas découragés et nous persévérons. Nous ne lâchons donc pas prise. Dans ce cadre, nous avons déposé de nombreux textes parlementaires pour améliorer la situation de beaucoup de travailleurs genevois qui sont sans emploi.

Ceux-ci, pour reprendre nos derniers actes législatifs, demandent que l'inscription de

ce principe dans notre Constitution sous le titre « Pour une politique de préférence nationale selon le principe « les nôtres avant les autres » » (PL 11982).

Nous avons également déposé un projet de loi (PL 12017) « Pour une économie solidaire et responsable » qui demande de taxer les employeurs de travailleurs frontaliers, afin de rétablir un équilibre entre les deux catégories d'employés.

Enfin, nous avons encore soumis au Grand Conseil un projet de loi « garantissant la priorité à l'emploi des résidents sur le territoire suisse avant la délivrance de tout permis de travail frontalier » (PL 12047).

Comme vous le constatez, les élus MCG sont toujours actifs et soutiennent sans relâche leurs concitoyens, a contrario des autres partis politiques.

# De graves menaces sur nos retraites

Le 24 septembre, le Peuple suisse doit se prononcer sur le projet «Prévoyance 2020». Le MCG s'oppose à l'affaiblissement de notre système de retraites.

Il est indéniable qu'en cas d'acceptation de ce projet, notre système de retraites deviendrait discriminatoire et son financement ne serait pas, pour autant, assuré à moyenne échéance.

Malheureusement, le projet initial du Conseil fédéral qui voulait principalement assainir le fonds AVS, a été rafistolé de toutes parts durant les débats aux Chambres fédérales. Le résultat de ce bricolage fait que les prestations de l'AVS amènent des différences de traitements, qui sont totalement infondées et contraires au principe fondamental de la «solidarité entre les générations».

## 2,2 millions de retraités oubliés

Il n'est pas acceptable que 2,2 millions de rentiers AVS ne toucheront pas l'augmentation de 70 francs, alors que les futurs retraités la recevront. Sachant que les retraités actuels, pour beaucoup, ne touchent pas - ou peu - une rente du deuxième pilier, D'autant plus que nos anciens paieront également l'augmentation de la TVA pour couvrir ladite hausse de l'AVS.

Ne laissons pas nos parents et grands-parents au bord de la route, par une loi qui les ignore.

Par ailleurs, ce «paquet mal ficelé» veut augmenter l'âge de la retraite des femmes, passant ainsi de 64 à 65 ans, sous prétexte d'une égalité de traitement entre hommes

et femmes. Sachant que la différence salariale est de 19% inférieure, au détriment des femmes, nous ne pouvons pas accepter l'argument prétendant que cette égalité existe actuellement. D'autre part, la retraite flexible de 62 à 70 ans est un véritable piège. Il va de soi que si nous mettons un pied dans cet engrenage, nous admettons que l'on peut retarder l'âge de l'AVS à 70 ans. La prétendue possibilité de retarder son départ à la retraite deviendrait rapidement une obligation.

Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs attendent avec impatience les 65 ans, qui sont déjà pénibles à atteindre.

N'oublions pas que la génération des 20 à 45 ans, avec cette réforme, passera pleinement à la caisse pour financer leurs retraites, sans que celles-ci ne soient assurées.

## Un marchandage politicien

A Berne, notre conseiller national Roger Golay a rejeté cette réforme discriminatoire, fruit d'un marchandage politicien entre divers factions politiques. A Genève,

Votations  
24 septembre 2017



Prévoyance  
vieillesse 2020

## Le MCG défend les retraités



**NON à une discrimination entre retraités !**  
**Inadmissible: contrairement aux nouveaux les anciens retraités AVS n'auront pas d'augmentation**

les délégués du MCG ont massivement rejeté ce projet qui ne peut qu'affaiblir notre système de retraites.

Nous déplorons que la gauche, au niveau national, tente de sauver le bilan politique de son conseiller fédéral Alain Berset, au détriment des anciens retraités et de la défense des femmes, en s'attaquant à l'âge de la retraite.

## Défendons l'agriculture genevoise !

Le 24 septembre, les électeurs devront se prononcer sur la «sécurité alimentaire». C'est une question importante pour notre indépendance économique, notre approvisionnement alimentaire ainsi que pour le futur de notre agriculture.

Le représentant du MCG à Berne, le conseiller national Roger Golay, soutient de manière inconditionnelle l'agriculture de notre pays. Pour lui,

les paysans sont l'un des piliers importants de notre Confédération. Le MCG dans son entier soutient cette politique, qui est suivie par ses collègues au Grand Conseil pour les questions genevoises qui touchent à ce domaine, tels que la reconnaissance de nos produits issus du terroir. Un oui massif à cette initiative sera une reconnaissance pour l'excellent travail de nos paysans.

# Le MCG fait la chasse aux gaspillages

**Le Mouvement Citoyens Genevois se bat contre les dépenses inutiles, autant dans les communes qu'aux niveaux cantonal et fédéral.**

Pour les élus de notre Mouvement, lors de chaque décision à prendre, le bon usage de l'argent public est une priorité constante. Les montants dépensés doivent correspondre à l'intérêt général, en évitant tout abus ou gaspillage.

Pour nous, chaque franc dépensé par la collectivité a fait l'objet d'un sacrifice de la part de contribuables. Nous devons respecter cet effort.

C'est pourquoi nous nous battons régulièrement à coup de référendums ou d'interventions dans les différents parlements. Actuellement, deux communes sont appelées à se prononcer sur des référendums dans les communes de Carouge et de la Ville de Genève.

## **NON au gapillage «mammouth» à Carouge**

La section MCG de Carouge a lancé un référendum contre la démolition et la reconstruction du théâtre de Carouge, qui prévoit une dépense de 54 millions de francs. Ce qui aura un impact considérable sur les finances communales et cantonales. Si nous prenons la salle des fêtes, attenantes au théâtre et avec des dimensions proches, avec un même type de construction, sa rénovation coûtera 9 millions de francs. Le fait de démolir et de le reconstruire est un luxe que l'on peut éviter. Carouge a d'autres besoins prioritaires, tels que nouvelle piscine, crèches, etc. Tant les attentes de la population carougeoise sont importantes. Chaque franc doit être bien investi, ce qui n'est pas le cas dans ce dossier.

Malgré les intimidations des «flambeurs»



**L'argent ne tombe pas du ciel mais vient de vos sacrifices**

et le parti pris de certaines personnes ayant des intérêts directs dans le théâtre, nous avons obtenu les signatures nécessaires et nous avons pu constater, lors de cette récolte un large soutien des habitants de Carouge qui étaient outrés du manque de considération des deniers publics.

## **Ville de Genève: quatre fois OUI**

Le MCG Ville de Genève, soucieux d'obtenir un budget économe, sans toucher aux nombreuses prestations pour nos concitoyens et dans le respect des employés municipaux, s'est opposé aux gaspillages dont la gauche est coutumière, tant l'argent des autres peut être pris sans considération. Nous demandons aux citoyens de voter oui aux 4 objets de la Ville de Genève pour freiner les caprices de certains.

**Théâtre de Carouge**  
**Votez NON à sa démolition !**

**NON à 54 millions dépensés pour rien**

**NON à un mauvais projet payé par nos impôts !**

**NON à la folie des grandeurs!**



Je veux devenir: membre du MCG

Prénom:..... Nom: .....

Rue + No : .....

Code postal:..... Commune:.....

E-mail: .....

No de tél.: .....

Profession: .....Signature: .....

A retourner à: MCG case postale 155, 1211 Genève 13  
info@mcge.ch - ccp 17-196320-4

# Rejoignez le MCG !



# Le Grand Genève: illusion ou cauchemar

Les Genevois n'ont rien à attendre de ce projet fantaisiste, si ce n'est de payer seuls les caprices des départements français. Genève versera encore une fois une somme colossale proche des 300 millions pour l'année 2018. Cette convention, qui pourrait être facilement et rapidement dénoncée, est soutenue par tous les partis politiques genevois sauf le MCG.

En effet, le MCG trouve indécent que l'on verse une somme de plusieurs millions de francs, chaque année, à la France, en période déficitaire, alors que l'on demande des sacrifices énormes aux Genevois.

## Les moyens manquent à Genève

Cette somme faramineuse pourrait équilibrer nos budgets, afin de conserver nos acquis, qui sont menacés par cette dilapidation des deniers publics à un pays étranger. Cette somme pourrait servir à des tâches essentielles pour soutenir la petite enfance, nos anciens, les personnes handicapées, les familles et autres catégories en difficultés avec les primes d'assurance-maladie, etc.

## Richesse «pompée» hors de la région

Pour cela, le MCG ne démord pas qu'il faut revoir à la baisse cette convention, pour donner une priorité à l'équilibre de nos finances cantonales.

Quant à la France, elle n'a qu'à payer ses infrastructures publiques avec ses impôts en ayant davantage d'équité. D'autant plus que les départements voisins de Genève, par leur richesse, doivent soutenir d'autres départements français classés comme



## L'aigle genevois déplumé à côté du coq frontalier gavé de nos impôts

«pauvres». C'est pourquoi, indirectement, en versant une telle somme à la France, nous aidons indirectement des territoires éloignés, peut-être même outre-mer. C'est sans doute ce que veut dire le nouveau président français Emmanuel Macron qui a déclaré à la presse récemment: **les frontaliers «sont la continuité de la France en Suisse».**

## Les pigeons, c'est nous...

Sachez qu'en contre-partie nous n'avons absolument pas l'équivalent de la France. Les pigeons c'est nous.

D'autant plus qu'aucune collectivité française n'a exprimé au peuple genevois sa reconnaissance pour cette aide au développement. Au contraire, M. Veillard, maire de Saint-Julien, ne fait que de critiquer les échanges transfrontaliers en réclamant

toujours plus à Genève. Le MCG en a marre de cet attitude de certains de nos voisins et veut remettre en question cet accord de 1973.

## Ne nous laissons pas dépouiller!

La Motion du MCG «Genève d'abord : le canton doit arrêter de se laisser dépouiller par Paris et par Berne», déposée par le député MCG François Baertschi, invite le Conseil d'Etat «à renégocier la Contribution aux communes française de manière équitable en défendant les intérêts de Genève». Elle a été refusée de manière expéditive par les partis du Grand Conseil sauf le MCG.

Le MCG reviendra avec détermination et sans relâche afin de garder cet argent pour les besoins essentiels des Genevois.

Votations  
24 septembre 2017

**MCG**  
www.mcge.ch

Prévoyance  
vieillesse 2020

# Avec la réforme «Berset»... Voici votre future caisse de retraite



# NON à l'augmentation de l'âge de la retraite